



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2024-PREF/DCPPAT/BUPPE/199 du 25 juin 2024  
mettant en demeure la société ENORIS de respecter les prescriptions applicables pour  
son établissement situé rue Victor Basch sur le territoire de  
la commune de MASSY (91300)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 24 juin 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 portant autorisation d'exploitation, par la société CURMA, dont le siège social était situé 235 avenue George Clémenceau à NANTERRE, d'une installation de combustion fonctionnant uniquement au gaz naturel (rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement),

VU la preuve de dépôt n° A-7-LXWF09CEM délivrée le 23 mars 2017 à la société ENORIS, dont le siège social est situé route de la Bonde à MASSY (91300), actant du changement d'exploitant pour l'installation précitée,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 6 décembre 2023, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 7 novembre 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2024 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 novembre 2023, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses de ses rejets aqueux issus de l'exploitation de la chaufferie
- il ne dispose pas d'une convention de rejet,

CONSIDÉRANT la récurrence de l'absence d'analyses, compte tenu des enjeux de prévention de la pollution des milieux aquatiques,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux prescriptions de l'article 6.4 du chapitre 1 du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ENORIS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce code,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société ENORIS, dont le siège social est situé route de la Bonde 91300 MASSY, exploitant une chaufferie fonctionnant au gaz, située rue Victor Basch, sur la commune de MASSY (91300), est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 6.4 du chapitre 1 du titre 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 susvisé :

- en réalisant, dès la prochaine vidange, une analyse de ses rejets aqueux vers le réseau d'assainissement,
- en disposant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, d'une convention de rejet.

### **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société ENORIS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Une copie est transmise pour information à Monsieur le sous-préfet de PALAISEAU et à Monsieur le maire de MASSY.

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général

Olivier DELCAYROU